

MINUSCA en action

Bulletin d'information de la MINUSCA | NUMÉRO 064 | DU 16 AU 28 FÉVRIER 2018



PREMIÈRE VISITE DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL ADJOINT KENNETH GLUCK À BAMBARI

<https://minusca.unmissions.org>

 MINUSCA

 UN_CAR

 UNMINUSCA

NUMÉRO 064 DU 16 AU 28 FÉVRIER 2018

SOMMAIRE

3

PREMIÈRE VISITE DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL ADJOINT KENNETH GLUCK À BAMBARI

4

LA PARITE AU MENU DES ECHANGES ENTRE LE COORDONNATEUR EXÉCUTIF DES VOLONTAIRES DE L'ONU ET LE CHEF DE LA MINUSCA

5

DE LA PROTECTION DES CIVILS

6

APAISER LES TENSIONS ET RAPPROCHER LES COMMUNAUTÉS DE LA OUAKA

7

UN NOUVEAU PAS VERS LA RESTAURATION DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT DANS LA BAMINGUI-BANGORAN

8

LE CONTINGENT PORTUGAIS DONNE LE SOURIRE A 700 ÉLÈVES A BANGUI

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Hervé Verhoosel

RÉDACTRICE EN CHEF :

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE :

Philippe D'Almeida, Ghislaine Atta,

Steve Reve Niko

PHOTOGRAPHIE :

Herve Serefio

MISE EN PAGE :

Francis Yabendji-Yoga

WEBMASTER

Dany Balepe

PRODUCTION :

Division de Communication

Stratégique et d'Information Publique MINUSCA

FÉVRIER 2018

GUIRA 93.3 FM



Bangui | Bangassou | Obo | Bria | Kaga-Bandoro | Bambari
Bossangoa | Bouar | Paoua | Ndele | Birao | Berberati



PREMIÈRE VISITE DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL ADJOINT KENNETH GLUCK À BAMBARI

Photo UN / MINUSCA / Archives



Défis sécuritaires, renforcement de l'autorité de l'État et assistance humanitaire, autant de priorités passées en revue par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, chargé des affaires politiques, Kenneth Gluck, à l'occasion de sa visite, les 14 et 15 février 2018, à Bambari (Ouaka).

« Je suis venu échanger avec vous sur la meilleure approche possible pour consolider les récents acquis obtenus ici et aussi rappeler qu'une stratégie multidimensionnelle est nécessaire dans la Ouaka comme dans les autres régions du pays car la solution à la crise en RCA n'est pas que militaire », a-t-il indiqué à ses différents interlocuteurs sur place, notamment les autorités administratives, leaders religieux et communautaires et acteurs humanitaires, avant de visiter des camps de déplacés internes dans la ville.

Partout, les forces vives ont souligné l'amélioration de la sécurité à Bambari grâce aux efforts conjugués de la MINUSCA et des forces de sécurité intérieure (FSI) et déploré la persistance de l'insécurité dans certaines zones périphériques de la préfecture. « Les groupes armés ont encore un pouvoir militaire et financier trop important. Il est temps que des mesures plus coercitives soient prises à leur endroit », a préconisé le Préfet de région, Victor Bissekoin.

En réaction à cette recommandation, le chef adjoint de la MINUSCA a précisé que des forces additionnelles de la MINUSCA seront incessamment déployées dans Bambari et que la Mission travaille à élargir son périmètre de sécurité au-delà de la ville afin de

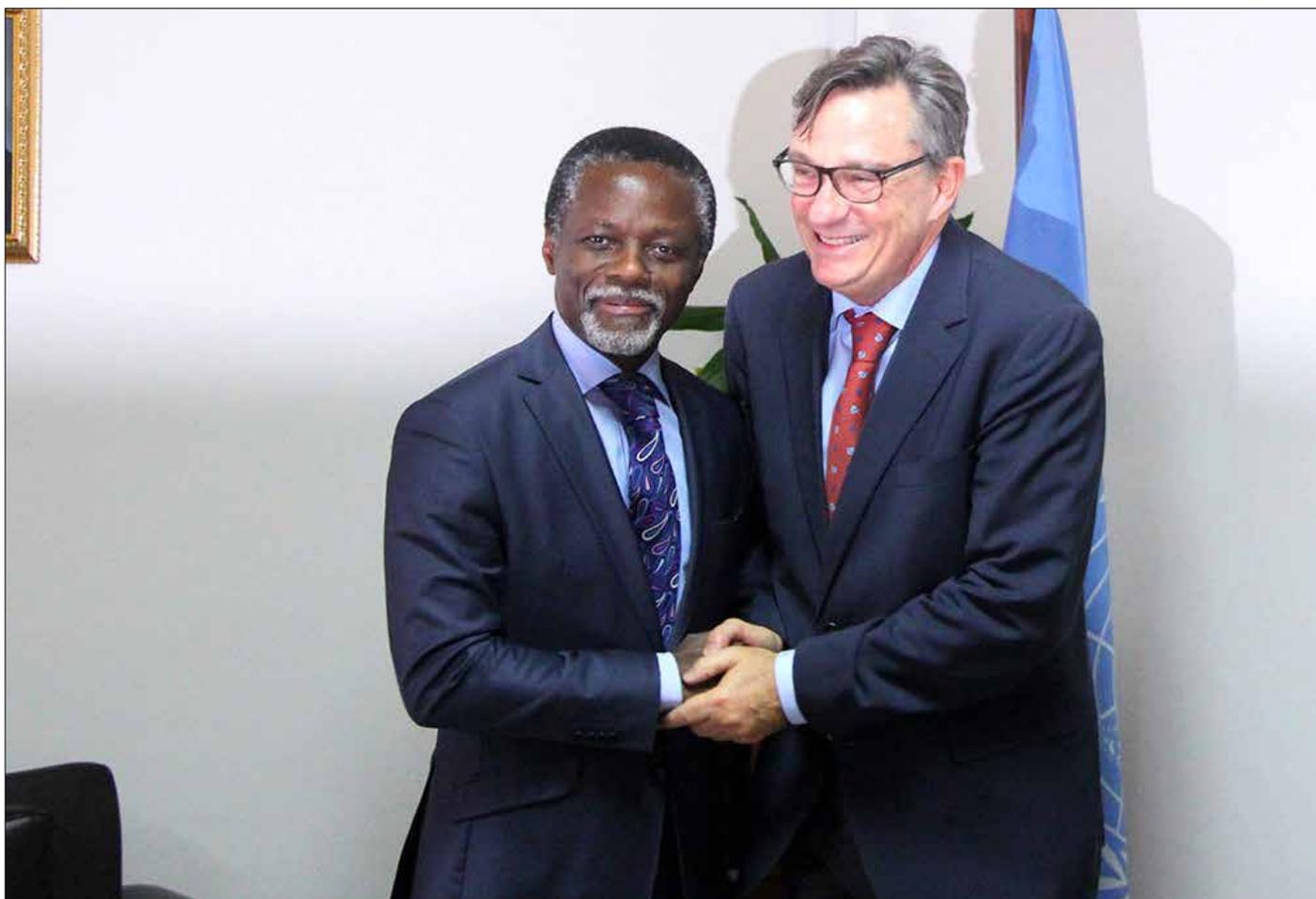
ramener la paix et plus de sérénité dans les zones périphériques.

Les violences qui ont secoué Ippy, Ndassima, voire Bangassou (Sud-Est) ont été l'un des sujets les plus récurrents abordés. « Le retour de la sécurité n'est pas qu'une question d'armes. Aussi, le Gouvernement et la MINUSCA déploient-ils plusieurs efforts en matière de dialogue, la mise en œuvre de projets d'insertion pour les ex-combattants et jeunes à risques, mais aussi les pressions et actions militaires contre les groupes armés », a expliqué Kenneth Gluck, en insistant sur la finalité de cette stratégie qui vise « à débarrasser la RCA des groupes armés à l'horizon 2019. »

Afin de s'assurer de l'effectivité du processus de restauration de l'autorité de l'État à Bambari, le haut responsable de la MINUSCA a visité la brigade de gendarmerie, le commissariat de police, la Maison d'arrêt et le Tribunal de grande instance, tous réhabilités par la MINUSCA dans le cadre de ses projets à impact rapide.

M. Gluck a aussi visité les camps de déplacés d'Élevage et de PK8, où les représentants des personnes déplacées ont plaidé pour une amélioration de l'assistance humanitaire et un accompagnement afin de faciliter le retour dans leurs zones d'origine. « Les agences humanitaires, malgré les nombreuses contraintes auxquelles sont confrontées, font leur possible pour vous venir en aide », a tenu à rappeler le Représentant spécial adjoint, avant de conclure en invitant les déplacés à « leur faciliter la tâche et les laisser travailler librement pour votre bien-être. »

LA PARITE AU MENU DES ECHANGES ENTRE LE COORDONNATEUR EXÉCUTIF DES VOLONTAIRES DE L'ONU ET LE CHEF DE LA MINUSCA



Au terme de sa visite de quatre jours en Centrafrique, le Coordonnateur exécutif du programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), Olivier Adam, a été reçu, le vendredi 16 février 2018, par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RCA, Parfait Onanga-Anyanga, au siège de la Mission, à Bangui.

« Nous avons parlé des opportunités de renforcer le nombre de volontaires [...] et collaborer de façon systématique », a indiqué Olivier Adam à sa sortie d'audience, non sans avoir auparavant remercié son hôte « pour le soutien qu'il donne à nos volontaires, pour son engagement ». Il était aussi question dans les discussions entre les deux personnalités de « soutenir les efforts de parité, c'est-à-dire avoir beaucoup plus de femmes volontaires, et de diversification en termes de nationalité et de pro-

nance », a, en outre, fait savoir le Coordonnateur exécutif avant de quitter le pays.

Le séjour en RCA du Coordonnateur exécutif comprend des échanges avec plusieurs autres interlocuteurs dont des membres du Gouvernement, les Procureurs de la République et de la Cour pénale spéciale, des représentants de Programmes, Agences et Fonds des Nations Unies, ainsi que des visites à l'intérieur du pays, notamment à Kaga-Bandoro (Centre) et de projets mis en œuvre par le Programme des Volontaires des Nations Unies au profit de communautés.

La République centrafricaine compte plus de 300 volontaires de l'ONU répartis dans 14 localités à travers le pays et œuvrant dans des domaines divers, allant des affaires politiques à l'aviation, en passant par l'assainissement ou encore la logistique, pour ne citer que ceux-ci. ■

DE LA PROTECTION DES CIVILS



Faire comprendre la manière dont la MINUSCA protège la population civile, et dont la société civile devrait contribuer à cet effort de protection et ainsi soutenir la MINUSCA, mais aussi lever le voile sur les défis y relatifs... C'est autour de ces points essentiels qu'un atelier de sensibilisation a réuni le 16 février 2018 au stade 20.000 Places de Bangui des acteurs de la société civile centrafricaine.

L'initiative est du bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies ayant, entre autres, sous sa responsabilité le pilier Protection des civils, un des volets cruciaux du mandat de la MINUSCA.

« Ce qui est important pour nous, c'est aussi de savoir ce que vous attendez de la MINUSCA en termes de protection des populations », a souligné l'officier de Protection des civils à la MINUSCA, Samuel Asanga Mokom. Il

définira, par la suite, la protection comme « toute activité nécessaire incluant l'usage de la force, visant à prévenir ou répondre à la violence physique ou aux menaces de violence physique contre des civils quelle que soit la source de la menace, sans préjudice de la responsabilité principale des autorités étatiques. »

Tout au long des échanges interactifs, les participants ont exprimé leurs points de vue et formulé des propositions d'amélioration en recommandant la présence plus effective dans les forums de décision, de la société civile qui de leur point de vue devrait être en amont et en aval de la matérialisation du concept de protection des civils.

Cet atelier inaugure une série de plusieurs autres dans le genre, qui devront se porter sur l'ensemble des composantes de la société et favoriser une perception plus lucide de l'engagement de la MINUSCA en termes de protection des populations civiles. ■

EN BREF

■ **LA SITUATION SÉCURITAIRE DU QUARTIER PK5** dans le troisième arrondissement de Bangui était, le 20 février 2018, au cœur d'une rencontre entre les représentants des commerçants et la MINUSCA. Des mesures avaient été prises quelques temps plus tôt en vue de sécuriser les points de chargement et de déchargement des camions ainsi que le renforcement du dispositif de sécurité et patrouilles. La Mission a mis en garde les éléments armés, notamment leurs leaders Force, 50-50 et

Apo, contre toute nouvelle exaction et précisé qu'ils répondront de leurs actes criminels.

■ **La composante Police de la MINUSCA**, a annoncé l'interpellation, le 15 février 2018 à Bria, du nommé Hervé Wassima qui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt pour des faits d'association de malfaiteurs, d'enlèvements, de séquestration et d'actes de torture. Il a été transféré le lendemain à Bangui et remis aux autorités centrafricaines. ■

APAISER LES TENSIONS ET RAPPROCHER LES COMMUNAUTÉS DE LA OUAKA



Après Ngakobo, le 9 février 2018, c'était au tour de Maloum, commune cosmopolite située à 55 km à l'est de Bambari et forte de plus de 17.000 habitants, d'accueillir, le 20 février 2018, la caravane de sensibilisation sur la paix et le vivre ensemble initiée par la Commission de Paix de Bambari.

Dénommée "E kwe e ye siriri", qui signifie "Nous voulons tous la paix" en langue Sango, cette caravane s'est donnée pour vocation d'aller à la rencontre des différents leaders et communautés des localités périphériques de Bambari pour discuter des défis liés à la cohésion sociale et ainsi trouver ensemble les solutions visant à réduire les violences communautaires.

Au cours des échanges, les différents intervenants ont unanimement souligné le besoin de multiplier de telles initiatives de sensibilisation afin de combattre les rumeurs et toutes tentatives de perturbation de la paix sociale dans la commune.

Cette initiative qui a bénéficié de l'appui technique et matériel de la MINUSCA via sa section des Affaires civiles, a rassemblé près de 300 participants en lieu et place de la soixantaine de leaders communautaires prévue. Parmi eux, le Maire de la localité, les chefs de groupements, les leaders religieux, d'associations de jeunes et de femmes et de nombreux habitants de toutes les franges sociales de Maloum, considérée comme la capitale de l'élevage dans la région de la Ouaka. ■

UN NOUVEAU PAS VERS LA RESTAURATION DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT DANS LA BAMINGUI-BANGORAN



Accompagné d'une délégation ministérielle et des députés de son département, le nouveau préfet de la Bamingui-Bangoran, le Lieutenant-Colonel Adouma Venant-Nicaise est arrivé, le 20 février 2018, à Ndélé.

Prenant la parole en présence d'une foule enthousiaste venue assister à la cérémonie de son installation devant l'esplanade de la Mairie, le nouveau préfet a remercié les différentes parties prenantes pour leur implication dans le retour progressif de l'autorité de l'État dans la préfecture de Bamingui-Bangoran. Il a, par ailleurs, salué les efforts des uns et des autres dans les négociations politiques qui mènent à la paix, avant de conclure son adresse en invitant la population à collaborer pour la sécurité et la dignité de tous.

L'arrivée du nouveau préfet est considérée par nombre d'habitants à la fois comme un signe d'espoir et un pas supplémentaire en faveur de la normalisation et la paix. « C'est un grand signe de restauration de l'autorité de l'État pour nous les habitants qui n'avons pas vu de militaire de l'armée depuis plusieurs années », s'est réjoui Brai Sylvain, habitant de Ndélé.

La Préfecture de Bamingui-Bangoran a longtemps souffert de la faible présence des autorités étatiques suite aux menaces des groupes armés. En guise d'illustration, le préfet avait été nommé depuis août 2017, mais son déploiement a dû être retardé suite à des contraintes relatives au contexte politique de la région.

Le déploiement des autorités préfectorales et académiques est effectué grâce à l'appui logistique de la MINUSCA, conformément à son mandat. ■

LE CONTINGENT PORTUGAIS DONNE LE SOURIRE A 700 ÉLÈVES A BANGUI



Après l'école Koudoukou dans le 3e arrondissement de Bangui, le 20 février 2018, c'était au tour l'école primaire de Petevo, dans le 6e arrondissement, d'accueillir, le 21 février 2018, le contingent portugais de la MINUSCA dans le cadre des activités civilo-militaires. Avec à leur tête le Lieutenant-colonel Alexandro Varino, les forces spéciales portugaises ont fait don, de jouets et de maillots de l'équipe nationale portugaise de football à plus de 700 écoliers du CEI au CM2.

Pour le Directeur de l'établissement, Bonaventure Doumba, « c'est un geste significatif qui vient mettre un peu de joie dans le cœur de ces enfants dont certains n'ont pas eu de jouets à Noël. »

Et le Lieutenant-colonel Varino d'indiquer que « toute initiative qui permet de mettre de la joie dans le regard

d'un enfant est toujours bonne » avant de réitérer l'engagement de son contingent à la construction de la paix en RCA.

À l'instar des autres contingents de la Mission et en complément de leur principale mission de sécurisation et de protection des civils, les casques bleus portugais mènent des actions de solidarité pour apporter un peu de sourire dans le cœur des populations résidant de leur zone de responsabilité.

Déployées au sein de la Mission depuis aout 2017, les forces spéciales portugaises ont inscrit au nombre de leurs récentes actions des opérations offensives menées notamment à Bocaranga, Bang (Nord-Ouest) et Bangassou (Sud-Est). Leur contribution inclut aussi la sécurisation à l'intérieur de la ville de Bangui, y compris l'aéroport International de M'poko. ■

VERS LA RÉHABILITATION DU STADE MUNICIPAL DE BERBERATI



Mis en œuvre par l'ONG Zikito pour une durée de trois mois, les travaux de réhabilitation du Stade municipal de Berberati ont été officiellement lancés, le 22 février 2018, en présence des autorités préfectorales de la Mambéré-Kadéï, des membres du conseil municipal de Berberati, des associations de femmes et de jeunes ainsi que du chef de bureau de la MINUSCA à Berberati.

Il s'agira, entre autres, de réhabiliter et couvrir la tribune, parachever les travaux des vestiaires et des

bureaux, construire la piste d'athlétisme et les plateformes de lancer de poids, de sauts en longueur et hauteur, crépir les murs de la clôture et mettre à niveau, gazonner l'aire de jeu de football et enfin, confectionner de nouveaux portails d'entrée.

Ce projet dont le coût s'élève à 24.220.900 francs CFA, a été initié par la ligue de football de la Mambéré-Kadéï et financé par la MINUSCA, dans le cadre de ses projets à impacts rapides (QIP). ■

BRÈVES

■ **LA MINUSCA** a condamné avec fermeté deux attaques perpétrées par des anti-Balaka contre des casques bleus, le 27 février 2018, au sud d'Alindao, dans la préfecture de la Basse-Kotto. Les casques bleus ont riposté aux tirs des anti-Balaka, qui ont pris la fuite. Cinq casques bleus ont été légèrement blessés lors des deux incidents et ont été pris en charge.

■ **LE 16 FÉVRIER 2018**, une importante réunion s'est tenue au siège de la MINUSCA, entre la Ministre de la Défense et le Représentant spécial adjoint

du Secrétaire général des Nations Unies, Kenneth Gluck, aux fins de valider un concept de collaboration entre les Forces de Défense et de Sécurité intérieure et la Force et la Police de la MINUSCA, dans le cadre de leur engagement sur le terrain. La réunion a été aussi l'occasion de discuter des actions immédiates en termes de planification de ces engagements, avec un accent particulier sur la mise en œuvre du Plan National de Défense qui choisit Bouar comme première zone de défense à recevoir un stationnement important des FACA formés par l'EUTM. ■

12 RESPONSABLES PRÉFECTORAUX A L'ECOLE DE LA GOUVERNANCE LOCALE



Une session de formation a réuni, les 27 et 28 février 2018 à Berberati, des autorités administratives, deux préfets et 10 sous-préfets de la Sangha Mbaéré et de la Mambéré-Kadéi sur le thème de la gouvernance locale. Une initiative de la MINUSCA, en partenariat avec l'organisation Expertise France et le Ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et du développement local.

Lors des différentes présentations, les experts ont passé en revue plusieurs questions relatives à l'administration territoriale, dont l'élaboration et de la mise en œuvre des projets et programmes de développement ; le suivi et à l'évaluation des projets et programmes ; le rôle des autorités locales dans la protection de l'environnement ainsi que le rapport entre les autorités administratives et locales et les ONG.

La gestion des frontières et limites des circonscriptions administratives, le mandat de la MINUSCA, la protection des civils, le mécanisme de partage d'information et les bases des Droits de l'Homme ont aussi fait l'objet d'échanges intenses et interactifs entre formateurs et participants.

En sa qualité de préfet de la Mambéré-Kadéi, Philomène Dounda a exprimé toute sa gratitude à l'endroit des partenaires pour cette importante formation, qui devrait à coup sûr aider responsables préfectoraux dans leurs fonctions de tous les jours. « Cet atelier vient à point nommé pour compléter celui auquel nous avons participé avant notre déploiement. Il va nous aider à mieux accomplir nos tâches de tous les jours », a-t-elle ajouté.

La remise des attestations aux participants a marqué la fin de cette session. ■



MINUSCA

EN LIGNE | ONLINE

Your one-stop source for news and information about Central African Republic and the UN. Available on smartphones

Votre site d'informations et d'analyses sur la Centrafrique et les Nations Unies. Disponible sur smartphones



Découvrez le nouveau site Internet de la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>

UN photo / Graphisme CPIO / MINUSCA

 <https://facebook.com/minusca.unmissions>

 https://twitter.com/UN_CAR

 <https://www.flickr.com/photos/unminusca/>